

Comment la gauche pense l'après-coronavirus



Abel Mestre et Sylvia Zappi

L'épidémie de Covid-19 incite à repenser, notamment, le système économique et la notion d'Etat social

Ils réfléchissent déjà au « monde d'après ». De nombreux intellectuels, militants associatifs et politiques de gauche sont persuadés que le modèle actuel, fondé sur la croissance économique et le libre-échange globalisé, s'effondre. En parallèle des interrogations sur la sortie du confinement se pose déjà la question du bilan du fonctionnement de nos économies et de nos sociétés. De quoi cette pandémie est-elle le nom ? La crise due au coronavirus sera-t-elle l'occasion de refonder notre modèle et d'opter pour des mesures qui semblaient jusqu'alors inenvisageables ?

« La question est de savoir si l'on va reconstruire le modèle existant ou le réinventer », résume la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho, également présidente de Génération Ecologie, formation partenaire d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). « Soit c'est un virus de gauche et on réfléchit aux frontières, aux nationalisations et au plafonnement des prix. Soit c'est un virus de droite et on a le confinement, l'individualisme, les écrans », estime François Ruffin, député (La France insoumise) de la Somme.

Effondrement

Les partis, eux, commencent à mettre en place des dispositifs pour tenter de sortir de leur routine. Le Parti socialiste réunit autour de sa direction des intellectuels et chercheurs pour « imaginer avec d'autres ce qui arrive à notre société », explique un proche du premier secrétaire du parti, Olivier Faure. La France insoumise, elle, propose un déconfinement planifié, et surtout de penser aux solutions pour éviter une « rechute ».

« La première chose importante qui va découler de cette pandémie, c'est l'urgence à accepter l'ébranlement de nos certitudes et de nos schémas. Tout le monde va avoir tendance à chercher la confirmation de ses théories dans les effets de la crise », explique l'essayiste Raphaël Glucksmann, avant d'ajouter : « Pour être audibles, il faut donc qu'on accepte de faire rentrer dans notre logiciel des questionnements qui nous chamboulent. »

A commencer par celui de l'effondrement. Alors que beaucoup de responsables politiques raillaient encore récemment la collapsologie (pensée qui voit dans les catastrophes environnementales et sanitaires des signes annonciateurs de l'effondrement de notre civilisation industrielle), certains estiment désormais que ses défenseurs avaient de bonnes intuitions. « Tout le monde peut voir que

notre modèle de développement est très vulnérable. Il tombe pan après pan », tient à souligner David Cormand, ancien secrétaire national d'EELV et l'une des têtes pensantes des écologistes.

Pour beaucoup, le néolibéralisme est à l'origine de la crise. En résumé : la mondialisation génère des flux d'échanges permanents, responsables du changement climatique qui favorise, en bout de chaîne, la propagation de maladies, notamment les zoonoses, transmises à l'homme par l'animal, dont fait partie le Covid-19. « *La crise actuelle et le changement climatique sont liés*, assure Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France. *On a eu les mêmes réactions sur le réchauffement climatique : au début, personne ne veut y croire ; il ne faut pas faire peur aux marchés et à l'économie.* » M^{me} Batho abonde : « *Il est presque établi désormais que l'origine du virus est liée à l'effondrement de nos écosystèmes.* »

La crise due au nouveau coronavirus est vue comme l'occasion de faire table rase. Un moment de conscientisation collective express, une sorte de crise salvatrice. « *Il faut savoir comment, d'une crise, on fait quelque chose de positif* », espère M. Ruffin. L'élu « insoumis » prend un exemple inattendu comme piste de réflexion. « *Au Royaume-Uni, pendant la seconde guerre mondiale, ils ont établi un rationnement. L'espérance de vie est remontée et le taux de pauvreté a baissé. C'est le partage.* »

« Relance à tous crins »

Derrière ce discours se niche une autre idée qui ne fait pas l'unanimité : celle de la décroissance. Longtemps portée par une minorité d'activistes, cette option fait son chemin à gauche, même si les communistes y sont moins perméables. Loin d'être univoque, la décroissance peut ne concerner que certains secteurs de l'économie. « *Ce débat aura lieu après la crise, mais ce sera concret et pas théorique*, prédit M^{me} Batho. *Par exemple, doit-on sauver toutes les banques et leurs actifs dans le charbon et le pétrole ? Doit-on sauver toutes les compagnies aériennes ?* »

Ségolène Royal, ancienne candidate socialiste à la présidentielle, met ainsi en garde contre les pistes évoquées par l'exécutif : « *L'environnement a du souci à se faire avec la relance à tous crins portée par le gouvernement. On voit déjà qu'ils espèrent que cela reparte comme avant : regardez les déclarations d'Air France sur la nécessité de remettre en cause certaines normes sur le kérosène ou sur les taxes sur les billets d'avion.* » M. Cormand, lui aussi, remet en cause l'équilibre entier du système. « *On consent des sacrifices sociaux, économiques, environnementaux pour la croissance, une illusion d'abondance, de liberté et de solidité. Or, ce qu'on croyait solide est vulnérable.* »

Hôpitaux en panne de moyens, pénuries de médicaments et de protections, Etat social désarmé face à l'urgence... A la faveur de la propagation du Covid-19 et de la mise en place du confinement, certaines carences de l'Etat et des services publics ont été mises en évidence. La critique de la logique de rentabilité s'est trouvée soudainement plus visible.

Thomas Porcher, économiste et auteur de l'ouvrage récent *Les Délaissés* (Fayard, 234 pages, 18 euros), renchérit : « *Le coronavirus révèle un fait qui saute aux yeux : en fermant des dizaines de milliers de lits à l'hôpital, en réformant l'assurance-chômage, c'est comme si on avait préparé notre impréparation en cas de choc majeur.* » « *On a vu, comme à chaque crise, le repli national des gouvernements. Le modèle libéral est un modèle de dilution de la politique* », constate M. Glucksmann. Face à une Europe divisée, la demande d'un Etat plus fort reprend de la vigueur à gauche.

D'autant que les inégalités sociales sont devenues plus visibles. Les métiers les moins bien payés – aides-soignantes et femmes de ménage dans les Ehpad, caissières de supermarchés, éboueurs, livreurs –, tous ceux qui « *n'étaient rien* », apparaissent soudain comme essentiels. « *Cette crise révèle l'étendue des inégalités dans le rapport au travail, entre ceux qui sont en télétravail et les métiers difficiles et mal rémunérés qui ne peuvent l'être. On s'aperçoit aussi que le système de protection n'a jamais été pensé pour les indépendants et les autoentrepreneurs* », souligne l'économiste Julia Cagé, par ailleurs présidente de la Société des lecteurs du Monde, qui souligne l'urgence à « *repenser* » l'Etat social.

C'est en fait une complète bifurcation du système politique et économique qui est aujourd'hui plébiscitée à gauche. Tout d'abord avec la fin des « effets désagrégateurs » de la mondialisation sur les économies locales et nationales. La pénurie de masques et de tests est dans toutes les têtes. Y aurait-il eu les pénuries actuelles s'il n'y avait pas eu fermeture des usines et délocalisation des productions ? Pour M. Porcher, il y a nécessité à « *reprenre le contrôle de certains secteurs vitaux comme les médicaments et l'énergie et arrêter de les laisser fonctionner comme des entreprises privées* ».

Relocalisation des productions

Cette critique de la mondialisation a remis au goût du jour une vieille revendication de la gauche radicale : la relocalisation des productions, au plus proche des besoins. Certaines solutions réapparaissent dans les conversations : nationalisation des grandes compagnies de transports, des secteurs gérant les biens communs comme l'eau, le gaz, l'électricité, mais aussi les entreprises vitales du secteur du médicament... « *La crise ouvre les esprits. Un peu comme au Japon, où l'énergie nucléaire avait été abandonnée [avant d'être reprise quelques années plus tard] après Fukushima* », insiste M^{me} Duflot. « *Il faut se poser la question : on relocalise pour quoi faire ?* », complète Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, qui plaide pour des reconversions, avec une décroissance énergétique et matérielle de certains secteurs.

« *Le jour d'après doit passer par un "Green New Deal"* », assure la responsable d'Attac, qui prône une relocalisation « *solidaire, écologique et sociale* », avec l'aide d'une taxe kilométrique qui met en lumière les distances, et pas les frontières. « *Tout devrait passer par un grand ministère de l'écologie. Il faut rouvrir notre imaginaire politique* », complète M. Ruffin. « *Il y a deux façons de penser cette crise. Soit on consolide le modèle existant, et le libéralisme entraînera un affaiblissement des droits et un renforcement de la surveillance pour sauver le Titanic. Soit on comprend que le modèle actuel est déficient et qu'il en faut un autre plus résilient, en accord avec la nature* », continue M. Cormand. Qui conclut : « *La bataille idéologique se fera sur ce clivage.* »